
PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

DOSSIER SUIVI PAR : **M. GRANDPRE**

ARRETE N° 95 - D2/B3 - 018

en date du 03 FEV. 1995

**portant déclaration d'utilité publique de
travaux projetés par le SIAEP du Haut-
Poitou en vue de l'exploitation des
ressources en eau - dérivation des eaux
souterraines, protection et distribution des
eaux du captage des "Rentés" situé sur la
commune de Charrais.**

**LE PREFET DE LA REGION "POITOU-CHARENTES"
PREFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;
- VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eau souterraine ;
- VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 20 et L 20-1 ;
- VU la loi n° 1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 Décembre 1964 ;
- VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16, et l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;
- VU le décret 92-1041 du 24 Septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU le décret 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration,
- VU le décret 93-743 du 29 Mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration notamment l'article 2 ;

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

B.P. 589 - 86011 POITIERS CEDEX
TÉLÉPHONE 49.55.70.00 - MIN. TEL 3614 LAPPEF - TELEX 790 350 F
BUREAUX OUVERTS DE 9 HEURES À 17 HEURES

VU la délibération du SIAEP du Haut-Poitou en date du 21 Septembre 1993 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines du captage des Rentes, portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 7 Janvier 1992 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral du 25 Octobre 1994

VU l'avis du Commissaire-enquêteur, en date du 19 Décembre 1994 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er – Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le SIAEP du Haut-Poitou consistant en :

- Le captage d'eau souterraine (1 forage) au lieu-dit "Les Rentes" – commune de CHARRAIS
- La création de périmètres de protection de ce forage et institution des servitudes afférentes
- La distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX.

ARTICLE 2 – Le SIAEP est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le forage des Rentes exécuté sur le territoire de la commune de CHARRAIS.

ARTICLE 3 – Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder :

- 40 m³/h (ou 960 m³/j) en continu ;
- 45 m³/h (ou 1080 m³/j) durant 3 mois
- 50 m³/h (ou 1 200 m³/j) durant 1 mois.

Le débit de 50 m³/h ne devra pas être dépassé afin de limiter les pertes de charge.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le PREFET sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4 – Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIAEP à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5 – Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance, le SIAEP devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6 – Il est établi :

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée

Il n'y aura pas de périmètres de protection éloignée. Ces périmètres sont établis dans les limites indiquées par le géologue et figurent sur les cartes jointes du dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 – Périmètre de protection immédiate

Ce périmètre occupera la parcelle ZN 13 de la commune de CHARRAIS. Sa dimension approximative est de 18 m x 16 m.

Il sera entièrement clos et entretenu en état de propreté et sera acquis en toute propriété par le syndicat. Son accès sera limité aux agents responsables de l'entretien du point d'eau.

6.2 – Périmètre de protection rapprochée

Il couvre une superficie de 43,5 ha. Il concerne les parcelles suivantes :

– Commune de Champigny le Sec

. Section YV : parcelle n° 61

. Section YD : parcelle n° 23, 24, 25, 26, 28 et 29

– Commune de Blaslay

. Section ZX : parcelles n° 50, 51, 52, 62 et 102, 123, 42, 47, 48, 124 et 49 pour la partie située entre les parcelles 48 et 50 (il s'agit d'un chemin d'exploitation).

– Commune de Charrais

. Section ZN : parcelles n° 13 (périmètre immédiat) 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 21, 29, 30, 31, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74 et 75.

REGLEMENTATION

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ces périmètres.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1.

Sont soumis à autorisation préfectorale :

1 – Le forage de nouveaux puits , quelque soit le débit prélevé. L'autorisation définira les prescriptions techniques à respecter (tubage, cimentation.) et les modalités de contrôle des travaux.

Une attention particulière devra être portée sur les risques d'interférence hydraulique importantes avec le captage de tout forage d'un débit supérieur à 8m³/h. Les interférences devront être évaluées par des tests hydrauliques effectués dans les règles de l'art sur ces ouvrages, ceux-ci seront à la charge du pétitionnaire.

7 – L'implantation de canalisation d'hydrocarbure liquide ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux

8 – Les installations de stockage d'hydrocarbures, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature autres que domestiques et agricoles (stockages annuels nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles)

12 – Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de toutes substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures (autres que ceux annuels, nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles).

Les prescriptions suivantes devront être respectées

4) Les excavations et carrières existantes qui seraient remblayées le seront uniquement à l'aide de matériaux inertes et non solubles.

6) Les eaux usées d'origine domestique ou industrielle, quelles soient brutes ou épurées seront transportées sous conduite dont l'étanchéité aura été éprouvée.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique etc... devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

Les *activités interdites* sont détaillées ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1

2 – L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières

5 – . L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

6.3 – Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 – Périmètre de protection éloignée – Il n'y a pas de périmètre de protection éloignée.

ARTICLE 7 – Règlementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 – Règlementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumise à autorisation préfectorale conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné comprenant :

La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'Administration, sera faite par le géologue officiel aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités règlementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 – Le Président du SIAEP du HAUT-POITOU est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet (périmètre de protection immédiate).

ARTICLE 10 - SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..)

ARTICLE 11 - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapproché du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du SIAEP est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 12 :

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

- Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elle devra notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, les Maires de CHAMPIGNY le SEC, BLASLAY, CHARRAIS, le Président du SIAEP du HAUT-POITOU, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, l'Ingénieur des Mines, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, l'Inspecteur des Installations Classées, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Pour ampliation
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué

Anne HOUSSEAU-LASSARTESSES



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Vienne

Janine CHASSAGNE

COMMUNE CHARRAIS
SYNDICAT HAUT POITOU

NOM DU POINT D'EAU : Les Rentes
DATE : Août 1991

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits		X			
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières			X		
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées		X			
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux		X			
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X			
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		
10	L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle			X		
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			X		
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		
16	Le pacage léger des animaux			X		
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		
18	Le déboisement			X		
19	La création d'étangs			X		
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			X		
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'usage			X		
22						
23						
24						

(1) Réglementation spécifique relative à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante au futur (POS, PLS)